

**Le projet Energieavantgarde Anhalt en Allemagne :
une démarche innovante et singulière d'appropriation
de l'enjeu énergétique dans une région en décroissance.**

Dr. Julia Gamberini

Chargée d'enseignement et de recherche

Chaire d'aménagement du territoire et de recherche en aménagement

Université Bauhaus Weimar – Allemagne

julia.gamberini@uni-weimar.de

Communication présentée dans le cadre du colloque

Innovation et territoires face aux inégalités

Université du Québec à Rimouski, 22-25 mai 2019

(Ne pas citer)

Le projet Energieavantgarde Anhalt en Allemagne : une démarche innovante et singulière d'appropriation de l'enjeu énergétique dans une région en décroissance.

Résumé

Dès les années 1990, l'enjeu de transition énergétique s'impose comme un véritable projet de société en Allemagne. Sur la même période, le pays connaît un processus de rétrécissement ou de décroissance post-réunification qui accroît les inégalités territoriales. La région de Dessau-Roßlau, l'Anhalt, compte parmi les territoires fortement touchés par ce phénomène. En prenant pour point de départ la ville et « capitale » régionale de Dessau-Roßlau, qui dès le milieu des années 1990, s'engage, mais alors sans véritable succès, dans la lutte contre le réchauffement climatique, nous verrons comment, au tournant des années 2010, l'action collective se ressaisit de l'enjeu énergétique comme un projet de recomposition et d'innovation territoriales, non plus seulement centré sur la ville mais sur l'ensemble d'un territoire cohérent, l'Anhalt. Ce projet qui prend pour nom Energieavantgarde Anhalt, d'abord initié et ébauché par la fondation du Bauhaus de Dessau, devient en quelques mois une proposition flexible mais cohérente, qui sait saisir la pluralité des enjeux visant une reterritorialisation de la question de l'énergie et de la revalorisation territoriale.

Abstract

Since the 1990s, the challenge of energy transition has been a real social project in Germany. Over the same period, the country is undergoing a process of post-reunification shrinking or decreasing which increases territorial inequalities. The Dessau-Roßlau region, Anhalt, is one of the areas strongly affected by this phenomenon. Starting from the city and regional "capital" of Dessau-Roßlau, which since the mid-1990s has been engaged, but without real success, in the fight against global warming, we will see how, at the beginning of the 2010's, collective action is recovering from the energy challenge as a project of territorial recomposition and innovation, no longer focused solely on the city but on the entire coherent territory, Anhalt. This project, named Energieavantgarde Anhalt, first initiated and drafted by the foundation of the Bauhaus de Dessau, becomes in a few months a flexible but coherent proposal, which knows how to grasp the plurality of issues aiming at a re-territorialization of the question of energy and territorial revalorization.

Le projet Energieavantgarde Anhalt en Allemagne : une démarche innovante et singulière d'appropriation de l'enjeu énergétique dans une région en décroissance.

Julia Gamberini

Les territoires sont des localités où s'articulent en permanence des enjeux et défis multiples. Les nouveaux Länder d'Allemagne particulièrement, connaissent depuis la réunification en 1990, un processus de rétrécissement post-réunification et post-industrialisation qui accroît les inégalités territoriales. La ville de Dessau-Roßlau et sa région, l'Anhalt, sont un exemple représentatif de cet assemblage de défis multiples liés à la réunification, à la globalisation et au changement démographique. Parallèlement à cela, l'Allemagne s'engage depuis de nombreuses années dans une transition énergétique au niveau national dans l'optique d'accroître la part des énergies renouvelables, de diminuer ses émissions et de sortir du nucléaire (en 2022). Ces enjeux pluriels soulèvent donc la question de la capacité des territoires en décroissance à répondre à la nécessité, voire à l'injonction de transition énergétique. Dans ce contexte, l'innovation sociale est de plus en plus considérée comme une condition *sine qua non* pour répondre à ces enjeux et défis multiples. Dans cette communication, nous partons du postulat que le « projet » est un instrument de l'action collective et une forme d'organisation qui permet de favoriser l'innovation socio-environnementale et économique des territoires ou les démarches innovantes pour une transition énergétique « sur mesure » des territoires en décroissance.

1. Le projet, une démarche stratégique vectrice d'innovation territoriale

La logique de projet s'est imposée ces trente dernières années dans les politiques urbaines et territoriales et elle « est appelée de plus en plus à constituer la forme basique de lien social » (Donzelot et Estèbe, 1994 : 76), et par extension de l'action collective. La notion de projet semble même s'être substituée à celle de plan. Cette substitution est représentative de la fin de la planification intégrée et de la naissance de la planification stratégique, qui se distingue de la première par sa concentration sur l'action comme nouveau principe de travail (Gatzweiller, 1999 :

173 ; Novarina 2003). Si le projet dans toutes ses déclinaisons (grand projet, projet urbain, projet de ville, etc.) trouve ses origines dans les années 1970, dans la mouvance de la dépression généralisée de la planification et de l'urbanisme fonctionnaliste, et se pratique de manière plus systématique dès les années 1980, il est concomitant de l'apparition de nouveaux enjeux, tels que l'activation du développement économique, l'amélioration de l'image et du positionnement des villes et territoires, l'accroissement de la qualité de vie et environnementale, etc., qui contribuent au renouvellement des agendas urbains et territoriaux. Le projet naît donc dans un contexte de prise de conscience que les villes et territoires doivent se différencier dans un espace de plus en plus concurrentiel et s'imposer à l'international. Il s'agit alors de s'appliquer à singulariser leurs offres (services, connexions, immobilier, équipements, etc.) et à produire et à diffuser une image positive. En cela, le projet manifeste l'entrée en force des enjeux d'attractivité, de compétitivité, de communication et de marketing dans les politiques urbaines et territoriales (Pinson 2009 : 116).

Vertus du projet

Le projet ou l'enfant des politiques post-keynésiennes, implique une redéfinition de la mise en œuvre d'actions au niveau local et une organisation autour de coalitions d'acteurs spécifiques, puisqu'il sous-entend la mise en synergie de compétences multiples (Ingalina, 2003 : 5). Plus spécifiquement, le projet « renvoie à des situations dans lesquelles l'action collective est organisée autour de groupes d'acteurs relativement restreints en nombre, mobilisés pour remédier à un problème précis ou pour prendre en charge les difficultés d'un territoire circonscrit, sur un temps limité » (Pinson, 2005 : 200). Il permet de créer de la mobilisation par l'interaction et le processus et de pérenniser des groupes d'action solidarisés à travers des objectifs communs (Pinson, 2005 : 201). Il réorganise l'action collective, en devenant la forme la plus importante de mobilisation des sociétés locales en Europe et le symbole de la volonté politique de mobiliser les acteurs locaux, les groupes, les organisations pour définir un projet (Le Galès, 2011 : 350).

De par sa propre logique de fonctionnement, le projet présente ainsi des similitudes avec la notion de gouvernance urbaine, lui-même nécessitant un mode de gouvernance particulier pour son élaboration. L'essence même du projet repose sur la coopération d'acteurs, la création d'alliances stratégiques, acteurs qui eux-mêmes sont divers et porteurs d'intérêts pluriels. Cette forme de coopération sert à mobiliser les potentialités locales (Selle, 2005). Sans coopération, pas de financement ni d'organisation, donc pas de projet.

À la fois « analyseur et outil de négociation », le projet est « un outil dont l'élaboration, l'expression, le développement et la mise en œuvre révèlent les potentialités et les contraintes qu'imposent la société, les acteurs en présence, les sites, les circonstances et les événements » (Ascher, 2001 : 81). Qu'il soit architectural, territorial ou urbain, il apparaît comme « un moyen de synthétiser les logiques diverses et d'intégrer dans un concept commun, des données issues de multiples sources » (Rey, 2012 : 202). En cela, il peut être considéré comme un véritable laboratoire.

Le projet constitue également une démarche ostensible, censée impulser positivement le développement territorial, puisque les (grands) projets doivent rayonner bien au-delà des frontières de la localité (Adam, 2012). Les projets phares se sont principalement déployés dans les opérations de renouvellement urbain, dès le tournant des années 1990, tant dans les villes en pleine expansion urbaine que dans celles, qui justement, connaissaient des changements économiques et structurels

importants. Les projets doivent apporter un changement fonctionnel aux villes et territoires et en modifier positivement l'image. Ces démarches ostensibles représentent des stratégies de développement, à travers lesquelles des investissements, des potentiels de croissance et des visions du futur sont générés, notamment pour les territoires fortement touchés par la désindustrialisation (Dziomba et Matuschewski, 2007).

Le projet représente donc instrument, un mode d'action qui repose *per se* sur la coopération autour d'une vision commune de manière à répondre à des enjeux particuliers et qui doit favoriser l'innovation dans une large mesure. Instrument de l'action et des politiques urbaines, il relèverait moins de l'infiltration des idées néo-libérales dans ces dernières, que de son inscription dans une démarche dialogique, directement issue de l'idéologie communicationnelle et délibérative (Pinson, 2005). Le projet relève donc de la catégorie des instruments conventionnels et incitatifs (« état mobilisateur »), visant à créer de la mobilisation par l'interaction et le processus et enfin, à pérenniser des groupes d'action solidarisés à travers des objectifs communs (Pinson, 2005 : 201). Il constitue également un excellent « analyseur heuristique » (Pinson, 2005 : 201) des transformations de l'action collective et urbaine, et en ce sens, il évolue en fonction des enjeux politiques qui doivent être pris en compte, comme par exemple les enjeux énergétique et de protection du climat.

Stratégique, opportuniste, labile (Ascher, 2001 ; Pinson, 2005), la démarche de projet est avant tout perçue comme un vecteur d'innovation pour les villes (Ibert, 2006), car elle permet de mettre en place, d'expérimenter et de développer de nouvelles techniques et/ou de nouvelles méthodes, notamment participatives, et repose sur la créativité des acteurs locaux. En cela, les notions de projet, gouvernance et d'innovation semblent très proches.

Limites de la démarche de projet

Certains auteurs insistent cependant sur la limite de l'ouverture de la démarche partenariale du projet, bien souvent réduite à un groupe d'acteurs ou d'élites urbaines, entre l'administration municipale et les acteurs privés (soit ceux qui apportent les ressources financières et techniques). Les coalitions de projet, soit « des dispositifs d'action collective inter-classistes, inter-institutionnels qui se cristallisent autour d'une opération de développement urbain, d'un dispositif de planification urbaine » (Pinson, 2002, cité dans Dormois, 2008 : 54). Ces coalitions qui se forment sont peu enclines à la participation et à la transparence, évoluent en cercle de décision fermé. Il est également délicat de parler de régime pérenne, puisque la durée du projet est à la base limitée dans le temps (Dziomba et Matuschewski, 2007 ; Dziomba, 2007). Le projet serait plutôt un instrument déployé par un groupe d'acteurs, ceux à même de dégager des capacités financières et/ou de coordination. De même cette gouvernance spécifique aux besoins du projet, par sa durée de vie en théorie limitée à la démarche de réalisation du projet, empêche de penser en termes de coopération à long terme ou à une éventuelle formation d'un régime urbain.

2. L'enjeu énergéico-climatique à travers la transition énergétique à l'allemande (Energiewende)

En Allemagne, dès les années 1990, mais de manière plus significative au tournant des années 2000, l'enjeu de transition énergétique, dans une optique de protection du climat et de désolidarisation des ressources fossiles et fissiles, s'impose comme un véritable projet de société. La loi sur les énergies renouvelables en 2000 inaugure une politique favorable à un tournant écologique sous un gouvernement rouge-vert, qui n'a depuis pas été fondamentalement remis en cause malgré les changements de gouvernements. Cette loi est rapidement suivie par un décret sur les économies d'énergie en 2002 (EnEV), qui définit régulièrement les standards énergétiques, et par une sortie du nucléaire décidée en 2002, qui reste cependant floue quant à la date officielle de sortie. Celle-ci est finalement fixée après l'accident nucléaire de Fukushima, à 2022. Désormais, l'Allemagne est engagée à diminuer ses émissions de CO₂ 80 à 95 % (base 1990) d'ici à 2050, à garantir 60 % d'énergies renouvelables dans la production d'énergie brute, ainsi qu'à diminuer de 50 % la consommation d'énergie (par rapport à 2008).

Risques et problèmes de la transition énergétique nationale pour les territoires

Les principaux risques que constitue le projet national d'Energiewende sont les suivants : la fuite de capitaux, tels que des grands projets de production d'énergie (fermes éoliennes et photovoltaïques) financés par des investisseurs externes n'ayant pas de retombées économiques directes pour les territoires. De plus, la loi sur les énergies renouvelables de 2000 a fortement contribué à changer le paysage énergétique en Allemagne et dans certaines régions de manière prononcée, notamment dans les nouveaux Länder. Comme les possibilités locales de production d'énergie se différencient sensiblement selon les régions et les territoires, un paysage énergétique diversifié est en train de se former (Oswalt et Schmidt, 2011). Dans le cadre de l'Energiewende nationale, il se pose alors la question pour les territoires de savoir s'ils veulent vivre une transition énergétique imposée, qui peut alimenter le « Wutbürger », ou la colère des citoyens. Le risque d'être catégorisés « territoires de passage », notamment sur les questions conflictuelles portant sur les nouvelles lignes haute tension Nord-Sud et Est-Sud, ces aortes de la transition énergétique, reliant les zones de production d'énergie verte (principalement éolienne, du fait des ressources abondantes) au nord et à l'est aux zones fortement urbanisées du sud de l'Allemagne.

Ainsi, si la transition énergétique sous-entend des enjeux d'acceptation et d'acceptabilité, elle comporte également des enjeux d'appropriation liés aux potentiels d'innovations techniques, sociales, entrepreneuriales des territoires, qu'ils soient décroissants ou pas.

3. Le contexte du projet : Dessau, une ville rétrécissante et sa région, l'Anhalt

Penchons-nous plus en détail sur une ville rétrécissante et sa région : Dessau-Roßlau dans la nouveau Land de Saxe-Anhalt. Entre 1988 et 2006, Dessau perd 25,5 % de sa population, conséquence directe d'un phénomène de rétrécissement structurel post-réunification et post-industriel (Hannemann, 2003). De manière à pouvoir conserver son statut d'Oberzentrum, et maintenir certaines fonctions administratives au sein du Land de Saxe-Anhalt, Dessau fusionne avec la ville voisine de Roßlau en 2007. Malgré ce gain soudain de population, la double-ville perd -9 % de sa population entre 2007 et 2018. La région de l'Anhalt est constituée de la ville de Dessau-

Roßlau et des deux arrondissements ruraux (Kreise) de Anhalt-Bitterfeld et Witterfeld et se situe à 130 km de la capitale fédérale. Cette région, qui a bâti son développement sur l'industrie lourde, faisait partie du quadrilatère de la chimie au temps de la République Démocratique d'Allemagne et a été officiellement déclarée catastrophe écologique en 1992.

Dans un contexte particulier de fuite de population, de changement démographique et de faiblesse économique, qui ont de nombreuses conséquences sur les politiques locales, la ville se lance toutefois dans la protection du climat dès 1995, en mettant en place les tables rondes de l'énergie 1995, élabore son premier plan climat en 1998 et adhère à l'Alliance du climat. Mais après des débuts balbutiants, ce n'est qu'à la fin des années 2000 que le contexte institutionnel commence à changer. En 2005, la ville accueille l'UBA (Umweltbundesamt) ou l'Office Fédéral de l'Environnement jusque-là basé à Berlin, dans le cadre d'une stratégie nationale post-réunification de répartition territoriale des institutions de l'État. L'entreprise municipale d'énergie ou Stadtwerke (la DVV), change également de direction en 2006 et s'oriente davantage vers les thématiques de la maîtrise de l'énergie et finance également le plan climat en 2008. Une fois le plan climat renouvelé en 2010, la municipalité gagne un manager de la protection du climat grâce au financement « coup de pouce » de l'Initiative nationale de protection du climat lancée en 2008. En 2015, la municipalité gagne les European Energy Awards® 2015, réseau et labellisation basé en Suisse qui accompagne les municipalités dans leurs démarches de transition énergétique.

C'est dans un contexte national favorable à la transition énergétique ainsi qu'à de nouvelles dispositions locales qu'émerge le projet singulier de transition énergétique : Energieavantgarde Anhalt. Ce projet régionalisé semble alors apporter un souffle nouveau. Il viendrait offrir l'image d'une région de production d'énergie verte, qui signifierait également une belle revanche pour l'ancien quadrilatère de la chimie durement touché par les pollutions industrielles au temps de la République Démocratique d'Allemagne.

4. Description et phases du projet

4.1. 1^{ère} phase : Genèse et lancement du Projet « Energieavantgarde Anhalt » (2011-2014)

En 2010, à la fin d'une décennie de travail autour de l'Internationale Bauausstellung (IBA) « Stadtumbau Sachsen-Anhalt » piloté à Dessau-Roßlau par la Fondation du Bauhaus (créée en 1976, mais dans sa forme actuelle, en 1994), le nouveau directeur de cette dernière, arrivé en 2009, souhaite ouvrir de nouvelles perspectives de recherche pour la Fondation et pour le territoire. Trois scénarios se dégagent alors, dont l'un aborde de plein front la fin de l'ère des énergies fossiles et la protection du climat, offrant dès le départ une perspective de régionalisation. Les auteurs partent du postulat que tant les problématiques démographiques que climatiques sont difficilement traitables uniquement au niveau de la ville et qu'elles nécessitent une ouverture régionale à la fois dans l'analyse et dans la dimension pratique. Ce scénario de prospective territoriale et énergétique, repose sur l'ambition de devoir forger la société post-fossile (Schmidt et Oswald, 2011). Travaillé en coopération avec l'UBA, il propose ainsi des pistes pour placer le Land de Saxe-Anhalt aux avant-postes de la transition énergétique, autour du slogan « weniger ist Zukunft » (« l'avenir c'est le moins »), développé dans le cadre de l'IBA. À cette occasion, la fondation du Bauhaus organise en 2011 une école d'été intitulée « Energielandschaft 3.0 ». Cette école est avant tout une récolte

d'idées créatives, à la jonction entre la géographie, l'architecture, la conception de l'espace et l'art. Dans la perspective de l'école d'été, la fondation prépare des thèses relatives aux futurs paysages et systèmes énergétiques (« Dessauer Thesen zur Energielandschaft »). Mais cette première expérience permet surtout à l'équipe organisatrice de l'école d'asseoir le thème de l'énergie en tant que sujet de recherche appliquée au sein de la fondation (Brückner *et al.*, 2013).

Lancement du projet et objectifs initiaux

Au printemps 2011, le projet démarre dans sa forme idéale, peu de temps avant l'école d'été thématique. Le directeur de la fondation du Bauhaus rencontre la municipalité de Dessau-Roßlau et le président de l'UBA, pour discuter de la manière de faire avancer localement la question énergéto-climatique, en s'appuyant sur les institutions et forces locales. Cette discussion entre les deux directeurs de l'UBA et de la fondation est plutôt un échange d'idées dont il ne ressort à ce moment-là pas encore de représentation concrète, si ce n'est peut-être le nom : « Energie Avantgarde » (Entretien 1). Le nom du projet vient de la volonté de créer une image à travers l'héritage historique du Bauhaus et de Hugo Junkers, qui étaient en leurs temps avant-gardistes et qui ont marqué le développement de la ville et sa région. Il s'agit de constituer un lien entre le passé et le présent et de s'en nourrir en vue des développements futurs. Le rôle de la fondation du Bauhaus Dessau est également de proposer des projets qui soient visionnaires (Entretien 2).

Les initiateurs du projet EAA partent de deux constatations simples. D'une part, les enjeux globaux comme le changement climatique et le changement démographique ne peuvent être traités de manière isolée. Pour la première fois depuis la réunification, le projet EAA est le premier qui intègre dans sa formulation, ces deux enjeux d'importance locale et globale. Sur fond de rétrécissement structurel, il s'agit d'utiliser les potentialités qu'offrent la région et d'optimiser les « chances » qu'offrent ces deux phénomènes au territoire considéré. D'autre part, la région Anhalt-Bitterfeld-Wittenberg dispose déjà d'acteurs, surtout économiques, variés œuvrant dans le secteur énergétique et de potentialités, qu'il s'agit de mettre en relation, de connecter, de faire travailler ensemble, de manière à pouvoir lancer une véritable offensive de site économique et d'innovation. Dans un premier temps donc, les initiateurs du projet observent les démarches existantes sur le territoire et réfléchissent sur la manière dont la région d'Anhalt pourrait se démarquer en tant que centre de « l'avant-garde énergétique », même si les conditions (économiques, financières, politiques) concrètes de la ville et de sa région semblent faire placer « la barre un peu haut » (Entretien 1). La problématique de départ est la suivante : dans une région proche de la capitale fédérale, comment lancer la transition énergétique territoriale, utiliser les projets-phares déjà existants et les lier à l'héritage industriel et celui de la RDA, fortement tourné vers l'ingénierie ? Il s'agit alors d'encourager des formes de développements économiques qui se concentrent autour des technologies énergétiques et du tourisme. Le tourisme et les énergies renouvelables représentent, selon l'initiateur du projet, des moteurs de croissance non négligeables dans certaines régions fortement touchées par le rétrécissement économique et démographique (Oswalt, 2012 : 7). La démarche d'éco-énergie-tourisme, telle qu'elle s'est développée dans la commune autrichienne de Güssing, devient alors le modèle de référence au démarrage du projet (Faber et Oswald, 2013 ; Entretien 2). Ensuite, il s'agit de pouvoir créer un environnement attractif pour des employés hautement qualifiés, de manière à soutenir des entreprises et des institutions dans le cadre d'une concurrence supra-régionale. À terme, le lancement d'un tel projet devrait avoir des répercussions positives sur la région et permettre d'en améliorer l'image auprès de ses habitants, ainsi que vers l'extérieur (Entretien 2).

En effet, même si ces impulsions ne peuvent pas totalement enrayer le processus de rétrécissement, ni prétendre inverser les tendances, il existe des potentialités qui permettraient de développer des stratégies de différenciation territoriale. Enfin, ce projet doit dans l'idéal, permettre l'appropriation de la transition énergétique au sein de la population, processus qui peut être facilité par le renforcement régional en tant que site économique énergétique.

Identification d'un territoire énergétique

Dans cette première phase, le projet Energieavantgarde Anhalt se décline en deux volets : l'un basé sur le court terme, la participation à la compétition à European energy avantgarde, et l'autre, une ayant une portée à long terme, consiste en l'identification d'un territoire énergétique dans le but de le développer. La première partie n'a pas été concrétisée. La deuxième partie du projet, finalement la plus orientée sur un développement régional à long terme, correspond à quelques détails près et à une plus petite échelle, au scénario post-fossile mentionné plus haut. Dans le cadre de ce projet, il s'agit de passer au peigne fin l'ensemble du territoire dans la région de Dessau, Bitterfeld, y faire un inventaire des activités et des acteurs éclectiques en direction de l'énergie, de la protection du climat et de pouvoir les rassembler autour d'un projet économique et touristique. Des zones présentant des potentialités énergétiques sont identifiées. Ainsi, la région de Magdebourg semble particulièrement propice au développement de la géothermie, Harz, à l'hydroélectricité, Börde, à l'éolien, Bitterfeld-Wolfen, au solaire grâce notamment à l'entreprise Q-Cells, et enfin la région de l'Altmark à l'ouest, favorable aux bioénergies (betterave à sucre, amidon, huile de colza et de tournesol, cellulose des plantes dans les déchets de bois, la paille, etc.).

La région considérée par le projet, soit l'Anhalt, prend au départ la forme d'un triangle, dont les trois extrémités sont constituées de Dessau-Roßlau à l'ouest, Bitterfeld-Koten au sud-ouest et Lutherstadt-Wittenberg à l'est. Cette région qui s'étend entre Dessau, Wittenberg et Bitterfeld, a connu dès le 19^{ème} siècle le développement de l'industrie lourde autour de l'extraction du charbon, qui en a fait une région industrielle aussi importante que celle de la Ruhr. Il s'agit désormais de prendre le contre-pied de cet héritage particulièrement marqué par les énergies fossiles et d'inscrire le territoire dans une nouvelle perspective : celle des nouvelles énergies comme facteur d'amélioration des conditions locales.

Dans le cadre d'un processus commun entre les acteurs régionaux, il s'agit de mettre en réseau les projets de transition énergétique et de les rendre visibles, par conséquent, d'optimiser les potentiels existants, mais qui jusqu'à présent demeurent peu connus du grand public et souvent mal reliés les uns aux autres (MZ : 23.11.2013). L'identification préalable d'initiatives, d'entreprises, d'acteurs existants, débouche sur la délimitation d'un territoire singulier, un « territoire énergétique », susceptible d'avoir une identité propre et qu'on cherche alors à labelliser.

Une multitude d'acteurs divers ayant un rapport à l'énergie

Les premiers partenaires mobilisés s'organisent pour constituer un groupe de pilotage du projet. Dans un premier temps, cinq catégories d'acteurs et d'initiatives ayant un lien avec l'énergie sont relevés. Un certain nombre d'instituts de recherche sur le territoire sont spécialisés ou démontrent leur intérêt pour l'énergie (UBA, Fraunhofer Institut, École supérieure d'Anhalt, Fondation du Bauhaus Dessau). Une deuxième catégorie regroupe les centrales de production d'électricité verte, ainsi que les entreprises de production et d'approvisionnement en énergie locales (Stadtwerke).

Depuis la fin des années 1990, un certain nombre de fermes éoliennes se sont développées dans différents territoires de la région d'étude, accentué par la Loi sur les énergies renouvelables, et en 2004, le premier site de production en Allemagne de production de bioéthanol voit le jour (l'entreprise Verbio vereinigte Bioenergie à Zörbig). Une troisième catégorie rassemble les entreprises de technologies vertes, principalement la production de panneaux solaires (Bitterfeld) ou de composants pour éoliennes (Dessau). Une quatrième catégorie rassemble les collectivités territoriales et le Land de Saxe-Anhalt. Une dernière catégorie enfin, désigne les structures de culture et de loisirs qui se lancent dans une culture de l'optimisation énergétique (comme le musée à ciel ouvert de Ferropolis).

Ainsi, ces différents partenaires issus des sphères publiques, décisionnelles ou non, privées et non gouvernementales, manifestent leur intérêt pour la formation d'un processus d'innovation régional intégré. La transition énergétique est entendue ici dans un sens élargi, mêlant à la fois lieux de production d'énergie, entreprises d'approvisionnement et technologies énergétiques, la recherche environnementale à la recherche appliquée, mais aussi lieux de villégiature ayant leurs propres centrales de production d'énergie.

Dans cette constellation d'acteurs, nous relevons deux groupes principaux : les acteurs du noyau décisionnel et les acteurs satellites.

- **Le noyau décisionnel** du projet est concentré à l'origine autour de huit acteurs qui forment le groupe de pilotage, soit la Fondation Bauhaus, Ferropolis, la région de planification Anhalt-Bitterfeld-Wittenberg, l'association régionale de tourisme, la DVV, l'UBA, la municipalité de Dessau-Roßlau, les arrondissements de Anhalt-Bitterfeld et de Wittenberg. Au démarrage du projet, le groupe de pilotage se rencontre de manière régulière, soit une fois tous les deux à trois mois en moyenne.

- **Les acteurs satellites** tiennent un rôle de participants ou d'intervenants et peuvent être consultés lors des rencontres et ateliers. Ils peuvent aussi avoir un rôle d'accueil ou d'organisation lors d'événements ponctuels, pour les journées portes ouvertes des énergies renouvelables. Ces acteurs satellites comprennent également les partenaires supra-régionaux, eux aussi de nature variée, puisqu'il peut tant s'agir du Centre de recherche Jülich, que de l'initiative Green Music.

Le choix des acteurs participants et actifs au sein du noyau décisionnel dépend en réalité de leurs capacités de financement. Par exemple, l'association Energietisch Dessau e.V, créée en 1996 après la phase pilote des tables rondes de l'énergie, ne peut y participer de manière « active ». Elle est reléguée au rang d'acteurs satellites et peut être potentiellement consultée ou participer à des événements particuliers. Le projet reste donc relativement fermé à un cercle particulier de décideurs.

Modes de financement du projet, expertise et développement de trois projets-phares

En ce qui concerne le financement du projet, une requête est faite au départ pour le développement d'une région énergétique, en tant qu'initiative de développement de site économique et d'innovation, dans le cadre d'un décret du Ministère de l'économie de la Région de Saxe-Anhalt datant de novembre 2011, qui vise à favoriser les mesures pour le développement régional. La constitution du dossier, ainsi que son acceptation pour une aide financière d'une durée d'un an, permettent de lancer officiellement le projet en 2012. L'apport de financement est donc majoritairement assuré par le Ministère du développement régional et des transports, qui finance

l'initiative régionale à hauteur de 80 %. Les 20 % restant sont couverts par les acteurs ou partenaires régionaux formant le groupe de pilotage. La participation financière accordée par la ville de Dessau-Roßlau peut également être perçue comme la preuve d'un changement significatif dans la politique locale en faveur de la transition énergétique et de la protection du climat, qui reste une tâche municipale volontaire et parfois difficile à maintenir quand les finances municipales sont restreintes (Entretien 4).

Ces premières sources servent à financer l'expertise, qui est confiée par la fondation Bauhaus Dessau (le groupe mandant au départ est constitué de la fondation, Ferropolis et UBA) à un partenariat constitué de BET (Berlin/Hanovre) conseil en valorisation touristique territoriale, la Fondation 100 % Renouvelable (Berlin), œuvrant pour le déploiement des énergies renouvelables et enfin, Thema 1 GmbH (Berlin), qui se définit comme un *think-do-tank* indépendant spécialisé dans les projets de consommation durable et la transition vers une société post-carbone. Le partenariat est chargé d'apporter l'expertise énergétique, technique et politique, de créer des contacts entre les acteurs de l'énergie et d'apporter des idées pour « rendre visibles » les énergies renouvelables sur le territoire.

La première phase de travail qui démarre en 2012/2013 s'effectue en trois temps : l'analyse, soit l'état des lieux des activités existantes, la mise en place d'ateliers et le déploiement d'une stratégie de mise en œuvre. En avril 2013, un événement de lancement officialise le projet, puis l'année est ponctuée de rencontres et d'ateliers organisés conjointement par le groupe de pilotage et les experts. Un atelier spécifique sur le thème « énergie et innovation » a lieu en juillet et concerne le développement d'un produit régional. Ces premiers mois de travail en commun permettent de dégager trois projets phares : le développement d'une offre touristique autour de l'énergie (« journées portes ouvertes de la transition énergétique »), la création d'un produit d'électricité verte et régionale, et enfin, le développement d'une scène verte alternative, la « scène *sunplugged* » dans le cadre du festival de musique Melt !, organisé par Ferropolis.

Les premiers résultats des réflexions menées lors d'ateliers de projets depuis le lancement officiel en avril 2013, sont présentés en septembre de la même année, dans le cadre d'un événement de clôture de la première phase du projet, qui révèle une stratégie de mise en œuvre développée par le consortium en partenariat avec les acteurs du noyau. Les idées proposées concernant le lot de travaux à venir pour la phase d'implémentation sont effectivement, là encore très éclectiques : travailler sur la marque ombrelle « Energie Avantgarde » ; organiser le premier événement des portes ouvertes des énergies renouvelables (financement, publicité, stratégie de communication, etc.) ; continuer l'organisation de la scène *sunplugged* dans le cadre du Festival Melt ! ; travailler autour de la stratégie d'électricité régionale ; enfin, rechercher de nouveaux participants.

Conclusion de la première phase : une coopération autour d'un projet « très attendu »

Lors de cette première phase identifiée de lancement de projet, EAA présente l'avantage de mettre en coopération des acteurs qui jusque-là n'avaient pas forcément eu l'occasion de travailler ensemble. Les différentes parties prenantes du projet semblaient toutes attendre qu'une telle initiative soit mise en place, malgré les contours peu clairs et le nom du projet, plus ou moins apprécié (Holzmann *et al.*, 2014). Selon les organisateurs de la Fondation du Bauhaus, l'idée de ce projet semble être tombée à point nommé (Entretien 3) et le travail de coopération, très positif, au sein du groupe de pilotage et avec les acteurs satellites dénote d'une volonté évidente de « faire

quelque chose » pour le territoire (Entretiens 2 et 3). La gouvernance du projet ne se concentre pas seulement sur des collectivités territoriales et reste sensiblement ouverte à des acteurs et initiatives privées. Le projet n'est d'ailleurs pas initié par la municipalité de Dessau. Nous voyons qu'il y a une reprise en main de la question énergétique par d'autres acteurs, sans doute pour compenser les difficultés rencontrées au sein du monde politique.

Dans le cadre de ce projet, qui relève de l'action territoriale qualitative, soit la prise de connaissance de chacun et la mise en commun de compétences, rien ne semble vraiment stabilisé, notamment en ce qui concerne la vision à long terme et la durée du projet, qui elle-même n'est pas limitée et dépend fortement de la manière dont les actions vont se consolider. Ce processus, où cette possibilité de développement n'est pas un plan figé, mais un cadre où l'on peut avancer par petits pas concrets, en fonction des opportunités qui peuvent se présenter, au gré des contingences, pour accueillir l'inattendu (Entretien 2), illustre particulièrement bien la logique incrémentale du projet. Il représente un cadre spécifique, également un processus de discussion portant sur les possibilités d'action à mettre en place et sur l'ouverture à de potentiels financements. Dans ce sens, la labilité, l'ouverture aux opportunités et aux changements sont les principes-mêmes de fonctionnement sur lesquels repose ce projet. Le groupe de pilotage ou noyau d'acteurs reste lui aussi théoriquement ouvert à l'accueil d'autres acteurs, mais seulement ceux ayant des ressources cognitives et financières.

4.2. 2^{ème} phase - D'un projet de coopération évolutif à la formation de l'association Energieavantgarde Anhalt - Depuis 2014

Un projet qui prend la forme d'une association : Energieavantgarde Anhalt

Fin 2013, le « père du projet » et directeur de la Fondation du Bauhaus est contraint de démissionner de son poste pour des raisons de confiance (SZ : 22.11.2013). Ce départ aurait pu susciter une perte éventuelle de motivation par rapport au projet EAA, mais sa pérennisation est assurée par la Fondation du Bauhaus et les parties prenantes.

À partir de 2014, le groupe de projet va lancer une lettre d'information *Energia*, qui constitue une véritable source d'information sur le thème de la transition énergétique pour la région. Petit à petit, le projet va se fondre pour donner naissance en janvier 2015, à une association du même nom, Energieavantgarde Anhalt, inaugurant par la même occasion, une deuxième phase de vie pour EAA.

La formation de l'association constitue un stade avancé du projet, moins expérimental et plus établi que lors de la première phase, et montre également ses capacités à s'adapter, à se moduler. La formation même d'une association, soit la création d'une structure officielle de la transition énergétique territoriale, représente le premier résultat tangible et significatif du projet.

L'alliance d'acteurs maintient ses activités dans le cadre de cette association. Celle-ci se comprend comme un *think tank* territorial pour l'innovation et la promotion de la transition énergétique au niveau régional. Le bureau est constitué d'un mélange original d'acteurs, comme la Fondation Bauhaus Dessau (la nouvelle directrice est membre du bureau à sa création en 2015) et des Stadtwerke de Dessau ou DVV (l'entreprise municipale de services), le codirecteur de la DVV devient à cette occasion directeur de l'association, ainsi que d'autres acteurs du secteur énergétique

et du monde politique. Aucun acteur de la municipalité de Dessau-Roßlau ne fait partie du bureau, la municipalité n'étant que partenaire de l'association, ce qui n'est cependant plus le cas après la recomposition du bureau en mars 2019.

L'association est soutenue financièrement par la fondation Innogy, créée en 2016 par la fondation RWE, un grand groupe allemand de production et de distribution d'énergie, ainsi que par la fondation Haleakala, et d'autres partenaires (dont le Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche) et des sympathisants du projet.

Objectifs de l'association EAA

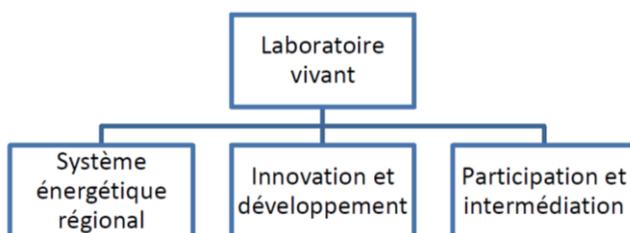
L'association continue dans la lignée de ce qui a été lancé lors de la première phase, par exemple elle reprend l'organisation des journées portes ouvertes de l'énergie. Cependant, les objectifs et les cibles du projet régional sont désormais et à travers elle, beaucoup plus définis.

L'association représente une alliance de citoyens engagés, de communautés, d'entreprises municipales (principalement de production d'énergie), d'institutions, ainsi que de partenaires régionaux et nationaux, œuvrant au développement durable et à la transition énergétique locale de la région Anhalt-Bitterfeld-Wittenberg. À travers son slogan « Décentralisé. Connecté. Ensemble », on comprend la volonté de l'association de veiller à créer une transition énergétique qui soit socialement acceptée et acceptable. Les principaux axes que l'association souhaite développer sont les suivants :

- « Profiter » localement de la transition énergétique
- Lancer une offensive territoriale d'innovation
- Rechercher des solutions porteuses d'avenir
- Développer un Reallabor ou « laboratoire vivant », dont le centre d'intérêt serait porté sur la recherche, la durabilité et la transformation socio-environnementale

Résultat du travail de l'expertise de 2013, cette démarche de Reallabor consiste à lier les citoyens et les acteurs dans un processus commun de recherche, pour générer un savoir social, technique et économique et contribuer à un développement durable de la région (Energieavantgarde, 2016). Ce Reallabor couvre trois champs d'action principaux que sont : le développement d'un système énergétique régional ; l'innovation et le développement ; le tourisme, la formation et l'intermédiation (Energieavantgarde, 2016) (cf. schéma 1).

Schéma 1. Les trois piliers du laboratoire vivant

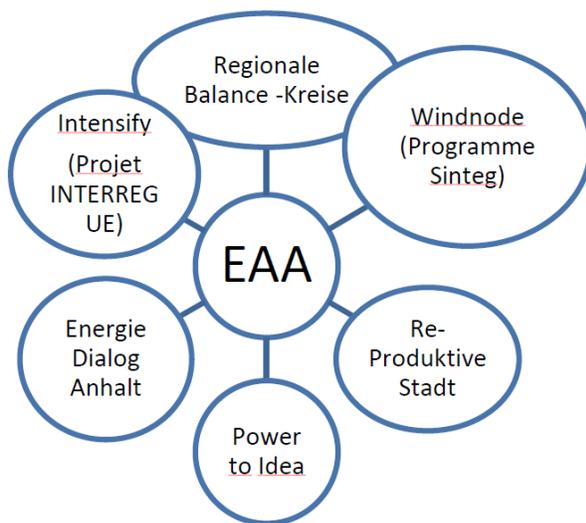


Source : informations tirées du site internet de l'association Energieavantgarde Anhalt. Propre conception.

Ainsi, l'association souhaite insuffler un processus de transformation territoriale à travers l'enjeu de la transition énergétique et d'en aborder tous les aspects, y compris sociaux. Pour ce faire, elle définit des groupes cibles pour permettre une mise en réseau et créer une plate-forme collaborative : 1/ citoyens et membres de coopératives énergétiques ; 2/ investisseurs, urbanistes et architectes paysagistes, banques et caisses d'épargne ; 3/ municipalités, écoles et universités, organismes de formation, recherche et sciences ; 4/ entreprises d'approvisionnement en énergie et Stadtwerke, entreprises communales. L'identification de ces quatre groupes cibles doit servir de base à la constitution de partenariats.

Les vertus de l'association sont nombreuses, puisque le fait d'avoir regroupé les actions sous une seule structure associative permet d'initier et de s'inscrire dans de nombreux projets, y compris des projets financés par l'Union Européenne, tels que Intensify (projet INTERREG) de 2018 à 2022 (cf. schéma 2). À travers ce projet pilote européen, c'est aussi l'Union Européenne qui souhaite apprendre du territoire de l'Anhalt (MZ : 10.04.2018).

Schéma 2. Intégration dans des programmes et programmes actuels



Source : informations tirées du site internet de l'association Energieavantgarde Anhalt. Propre conception.

Conclusion de la deuxième phase : les premiers « résultats » de l'association ?

Depuis le démarrage du projet au début des années 2010, l'ambition était avant tout de créer une propre offre en énergie locale et renouvelable et de renforcer le pôle économique et touristique de la région grâce à l'énergie. En moins d'une décennie, on ne pourrait véritablement parler de résultats qui seraient purement quantitatifs. La création de l'association, soit l'officialisation du projet, représente le premier résultat concret du projet EAA. Depuis sa création, certains événements ont été mis en place, qui résultent des activités de cette association. « Power to idea » en 2017, est une compétition d'innovations pour développer et mettre en avant de nouvelles idées et de jeunes entreprises dans le domaine de l'innovation énergétique dans la région de l'Anhalt. Il en a résulté entre autres, l'installation artistique dans l'espace public « Public face », qui permet de

rendre visible la transition vers l'énergie verte grâce à un smiley placé au-dessus du théâtre de Dessau. Le sourire bouge en fonction de l'alimentation en énergies renouvelables dans le réseau.

L'expérience du projet EAA et des projets lancés par l'association par la suite, nous montre qu'il n'y a pas un seul chemin de transition qui serait bon à suivre, pas une technologie particulière qui permettrait de répondre à la complexité de l'enjeu de transition énergétique, mais il s'agit bien plutôt d'« essayer, de se lancer dans de nouvelles expériences, de changer sa manière de penser et de s'améliorer » (Horn, 2018). Si la démarche de projet peut être parfois critiquée, comme expliqué plus haut, pour la limite dans la durée et la faiblesse de coopération sur le long terme, EAA constitue un contre-exemple, puisque cette démarche de projet donne lieu à une structure associative et une coopération pérenne, cadre d'application de programmes, d'expérimentations et d'innovations sur la transition énergétique. En cela, le projet et l'association porteuse de différents projets représentent un nid d'innovations socio-environnementales et de niches pour la transition énergétique territoriale.

Conclusion : une démarche de projet innovante, qui fait le lien entre énergie, changement démographique et stratégie territoriale

En ayant pris pour point de départ la ville et « capitale » régionale de Dessau-Roßlau, qui dès le milieu des années 1990, s'engage dans la lutte contre le réchauffement climatique, nous observons un changement dans la réorganisation de l'action collective autour de l'enjeu énergétique territorial dès le tournant des années 2010. Le projet EAA est en lui-même une innovation territoriale qui consiste en la recomposition et en la création d'une nouvelle forme de gouvernance de la transition énergétique territoriale. Il traduit la volonté d'acteurs, pas seulement issus des secteurs énergétiques *stricto sensu*, mais venus d'horizons variés, plus seulement centrés sur la ville de Dessau, mais sur l'ensemble d'un territoire énergétique de la région de l'Anhalt, d'insuffler de l'innovation socio-environnementale, de chercher des solutions de développement territorial pour *in fine*, créer une chaîne de valeur territoriale. EAA propose ainsi de s'emparer du « projet » en tant qu'instrument stratégique d'innovation territoriale, de s'approprier l'enjeu sociétal et national de transition énergétique, mais aussi d'écrire une nouvelle dramaturgie territoriale en créant un fil directeur entre différentes actions et potentialités énergétiques déjà existantes et en en initiant de nouvelles. Ce projet dans ses premières années, est une proposition flexible mais cohérente, qui sait saisir la pluralité des enjeux visant une reterritorialisation de la question de l'énergie et de la revalorisation territoriale, avant de se transformer en structure associative plus officielle, porteuse de différents projets. En ce sens, le projet Energieavantgarde semble montrer des signes positifs de réponses aux différents enjeux locaux et globaux auxquels la ville et sa région sont confrontées : le rétrécissement, le changement climatique et la raréfaction des ressources, le renouvellement des territoires, la recherche de solutions aux problèmes infrastructurels, la valorisation des ressources (naturelles, cognitives) locales. Dans quelle mesure ce nouveau chemin de transition énergétique particulièrement novateur permettra au territoire d'être plus résilient et d'être socio-écologiquement et économiquement plus acceptable pour ses populations, reste une question encore ouverte, dont seules l'observation et des recherches plus approfondies sur le long terme permettront d'y répondre.

Bibliographie

- Adam B., 2012, « Einführung - Stadtentwicklung durch Großprojekte ? », in : *Information zur Raumentwicklung*, 11/12, I-II.
- Ascher F., 2001, *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 103 p.
- Brückner H. et B. Scurrrel, 2013, « Interview mit Heike Brückner und Dr. Babette Scurrrel von der Stiftung Bauhaus Dessau », in : ARL, <http://www.arl-net.de/blog/interview-heike-brueckner-und-dr-babette-scurrrel>
- Dziomba M., 2007, « Städtebauliche Großprojekte der urbanen Renaissance – Projektziele im Spannungsfeld zwischen öffentlicher Steuerung und Immobilienmarktmechanismen », in : *DISP Themenheft Großprojekte*, 171, 12-24.
- Dziomba M. et A. Matuschewski, 2007, « Grossprojekte in der Stadtentwicklung— Konfliktbereiche und Erfolgsfaktoren », in : *DISP, Themenheft Großprojekte*, 171, 4, 5-11.
- Donzelot J. et Ph. Estèbe 1994, *L'État animateur. Essai sur la politique de la ville*, Éditions Esprit, Paris, 238 p.
- Dormois R., 2008, « Les coalitions dans l'analyse des politiques urbaines post-keynésiennes », in : *Métropoles*, 4, <http://metropoles.revues.org/3122>, accédé le 12 octobre 2012
- Energieavantgarde (Dir.), 2016, *Energieavantgarde Informationsbroschüre – Basispräsentation*, 30 p.
- Faber K. et Ph. Oswalt (Dir.), 2013, *Edition Bauhaus 35 : Raumpioniere in ländlichen Regionen. Neue Wege der Daseinsvorsorge*, Edition Bauhaus, 216 p.
- Gatzweiler H.-P., 1999, Raumordnung als projektorientierte Raumentwicklungspolitik, in : *Informationen zur Raumentwicklung*, 173-181.
- Hannemann Ch., 2003, « Schrumpfende Städte in Ostdeutschland - Ursachen und Folgen einer Stadtentwicklung ohne Wirtschaftswachstum », in: *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 28, 16-23.
- Holzmann Th., Lorenz A. et P. Pichl, 2014, « Energie im Netzwerk. Die Energieavantgarde Anhalt », in: Kulturforum Dessau (Dir.), *Dessau- Stadt ohne Zentrum ?*, Spector Books, Leipzig, 163-169.
- Ibert O., 2006, « Innovationsgenerierende Planung durch Festivals und projekt », in : Sinning H. (Dir.) *Stadtmanagement – Strategien zur Modernisierung der Stadt(-Region)*, Dormunder Verlag für Architektur, Bau- und Planungsliteratur, Dortmund, 82-92.
- Le Galès P., 2011, *Le retour des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po., 488 p.
- Novarina G. (Dir.), 2003, *Plan et projet, l'urbanisme en France et en Italie*, Anthropos, Paris, 223 p.
- Oswalt Ph. et A Schmidt, 2011, « Weniger ist Zukunft. Die postfossile Energielandschaft Sachsen-Anhalt 2050 », in Heinrich-Böll Stiftung (dir.), *Urban Futures 2050. Szenarien und Lösungen für das Jahrhundert der Städte*, Band 18, Schriften zur Ökologie, 34-36.
- Pinson G., 2005, « Le projet urbain comme instrument d'action publique », in : Lascombes P. et P.

Le Galès (Dir.), *Gouverner par les instruments*, Presses de science po, Paris, 199-233.

Rey E., 2012, *Régénération des friches urbaines et développement durable. Vers une évaluation intégrée à la dynamique de projet*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain, 295 p.

Souami, T., 2009, *Ecoquartiers, secrets de fabrication. Analyse critique d'exemples européens*, Éditions les Carnets de l'info, Paris, Coll. Modes de ville, 208 p.

Articles de presse :

- Mitteldeutsche Zeitung (MZ), 23.11.2013, *Solar Decathlon in Dessau-Roßlau ?*
- Mitteldeutsche Zeitung (MZ): 10.04.2018, *Europa will von Anhalt lernen.*
- Süddeutsche Zeitung (SZ), 22.11.2013, *Bauhaus-Direktor Philipp Oswald muss gehen.*

Entretiens :

Entretien 1 – Chargé de la protection du climat municipal au sein de l'Office fédéral de l'Environnement - Dessau

Entretien 2 – Ancien directeur de la Fondation du Bauhaus de Dessau

Entretien 3 - Chargée de recherche, Fondation du Bauhaus de Dessau

Entretien 4 – Ancien manager protection du climat de Dessau-Roßlau